



ASSOCIATION DES CENTRES SOCIAUX ET CULTURELS DE LA MULATIERE

Modification des statuts

*Approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire
du 27 Mai 2004*

STATUTS

ARTICLE 1- Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association déclarée, régie par les dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 et du décret du 16 août 1901 dénommé :

ASSOCIATION DES CENTRES SOCIAUX ET CULTURELS DE LA MULATIERE

ARTICLE II –Objet et But de l'Association

L'association a pour but d'animer et de gérer les Centres Sociaux et Culturels, d'y promouvoir, soutenir et favoriser la création et le développement de toutes les activités d'ordre social, familial et culturel de la Commune de La Mulatière.

L'association poursuit dans un esprit de solidarité et par un souci constant de promouvoir un but tendant au mieux être intellectuel, physique, moral et social de ceux qui la fréquentent, sans distinction de leurs convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni de situation sociale.

Elle donne à chacun la possibilité d'exprimer ses besoins tout en participant à l'animation, la gestion et au développement d'une vie communautaire.

Elle accueille, rassemble et coordonne un certain nombre de services et d'activités de caractère familial, social, éducatif, récréatif, culturel, sportif, ..., nécessaires à la population de façon à en faciliter l'accès aux usagers de tous âges.

Elle favorise le regroupement, la coordination ou la création d'associations ou de groupes complétant et élargissant l'action des Centres Sociaux et Culturels. Elle leur apporte les aides souhaitables et nécessaires.

Elle contribue aux échanges, suscite et soutient une dynamique inter-associative.

L'association s'interdit toute aide à un organisme poursuivant un but lucratif, politique ou religieux.

L'association s'interdit toute référence relative à un parti ou mouvement politique ou à un religion.

ARTICLE III –Siège

Le siège social est fixé au 102 Chemin des Chassagnes 69350 La Mulatière.

ARTICLE IV - Durée

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE V –Composition

L'association se compose de ses membres adhérents.

Les membres adhérents sont tous les utilisateurs inscrits à l'une des activités de l'association des Centres Sociaux et Culturels. Ils ont en outre acquitté une cotisation de type familial pour l'année en cours, chaque adhésion donnant droit à une voix en assemblée générale.

ARTICLE VI – Démission ou radiation

La qualité de membre se perd :

- 1) par lettre de démission adressée au Président du Conseil d'Administration.
- 2) par radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour violation des statuts.
- 3) par radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour violation du règlement intérieur.
- 4) automatiquement pour non paiement de cotisation.

La déclaration de radiation peut faire l'objet d'un appel devant l'Assemblée Générale.

ARTICLE VII – Constitution du C.A.

Le C.A. est constitué par 3 collèges.

Collège des membres adhérents : 12 sièges élus par l'Assemblée Générale

Collège des membres de droit : 5 membres du Conseil Municipal de La Mulatière

1 représentant de la CAF de Lyon

Collège des salariés : Le personnel pourra s'il le désire, désigner un représentant avec voix délibérative.

Le Directeur participe avec voix consultative, ainsi que toute personne invitée par le Conseil d'Administration.

ARTICLE VIII – Mandats

– La durée du mandat des adhérents élus est de trois ans, le Conseil se renouvelle par tiers chaque année.

Aucun membre sortant n'est rééligible plus de deux fois consécutivement.

Si le renouvellement de l'ensemble des postes à pourvoir n'était pas assuré, un membre déjà réélu 2 fois pourrait être élu pour un quatrième mandat.

La première Assemblée Générale suivant cette modification élira 6 candidats : 4 candidat pour 3 ans, 1 candidat pour 2 ans, 1 candidat pour 1 an.

ARTICLE IX – Quorum au Conseil d'Administration

– Au cas où par suite d'absence de candidature ou de désignation, les 19 sièges du Conseil d'Administration ne seraient pas pourvus, celui-ci fonctionnera valablement si le nombre d'administrateurs est au moins égal à 13.

Si ce nombre n'est pas atteint, le conseil d'administration ne pourrait fonctionner plus de mois et une nouvelle assemblée générale devrait être organisée dans ce délai

ARTICLE X – Réunion du Conseil d'Administration

– Le Conseil d'Administration se réunira :

1) sur convocation du Président aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'Association et au moins une fois par trimestre.

2) sur demande d'au moins un tiers des membres.

Le délai minimum de convocation est de trois jours francs.

Les délibérations sont valables si le quorum de la moitié des membres est atteint.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le Conseil d'Administration pourra considérer comme vacant tout siège inoccupé par son titulaire sans excuse ni motif valable pendant trois séances consécutives.

ARTICLE XI – Bureau

– Le Conseil d'Administration élit chaque année parmi ses membres un bureau composé de ,

au minimum : 1 Président
 1 Secrétaire
 1 Trésorier

Le même poste à responsabilité (Président et Trésorier) ne peut être occupé plus de 6 années consécutives par la même personne.

ARTICLE XII – Pouvoir du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte ou opération qui entre dans l'objet de l'Association. Notamment il décide la prise bail ou de l'achat des locaux, et emprunte, contracte, transige et de façon générale, gère les biens et intérêts de l'Association. Il recrute ou licencie les personnels dans le cadre de contrats de travail et fixe les salaires

Il statue sur toute modification du règlement intérieur de l'association.

ARTICLE XIII – Pouvoirs du Président

Le Président assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Il dirige et surveille l'Administration de l'Association qu'il représente en justice et dans tous les actes de la vie civile.

En cas d'empêchement, il désigne un membre du bureau pour le remplacer.

ARTICLE XIV – Gratuité des fonctions

Les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont gratuites.

ARTICLE XV – Ressources

Les ressources des Centres Sociaux et Culturels se composent :

- des cotisations de ses membres
- des subventions qui pourront lui être accordées
- des recettes propres à ses activités
- des produits de son patrimoine
- de toutes autres recettes autorisées par les lois.

ARTICLE XVI – Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale comprend tous les membres désignés à l'article 5, elle se réunit au moins une fois par an sur convocation adressée au moins 15 jours à l'avance.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'Administration. Des questions peuvent être proposées par écrit au moins 8 jours avant la date de la réunion à condition qu'elles soient portées par au moins cinq membres; dans ce cas seulement les questions pourront donner lieu à délibération.

D'autre part, toute autre question diverse ne donnant pas lieu à délibération peut être abordée au cours de la réunion.

Les décisions de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

L'Assemblée générale aura pour rôle d'élire à bulletin secret les 12 représentants des usagers au Conseil d'Administration.

Elle entend les rapports d'activités et financiers présentés par le Conseil d'Administration.

Elle approuve ou rejette les dits rapports.

Elle fixe la cotisation annuelle.

L'Assemblée Générale désigne, pour un mandat de 6 ans renouvelables, 1 commissaire aux comptes et 1 commissaire aux comptes suppléant qui exercent leur mission conformément aux règles de cette charge.

ARTICLE XVII – Modifications des statuts

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que sur proposition du Conseil d'Administration, statuant à la majorité des deux tiers des administrateurs en fonction.

L'Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet, sous préavis de 15 jours devra réunir la moitié des membres désignés à l'article 5. Si ce quorum n'était pas atteint

l'Assemblée Générale Extraordinaire serait convoquée, à 15 jours au moins d'intervalle, et pourrait alors valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers de membres présents ou représentés.

ARTICLE XVIII –Dissolution

En cas de dissolution les règles de convocation et de quorum définis à l'article 17 seraient applicables.

L'Assemblée Générale de Dissolution désigne trois liquidateurs qui sont investis de tous pouvoirs pour liquider l'Association. Elle fixe la répartition de l'actif net à une ou plusieurs associations ayant pour but l'action familiale, sociale, culturelle ou d'entraide ou reconnue d'utilité publique.